



**ICRML**  
Institut canadien  
de recherche  
sur les minorités  
linguistiques

**CIRLM**  
Canadian Institute  
for Research  
on Linguistic  
Minorities



**RDEE**  
Nouveau-Brunswick

# ***LES ENJEUX DE LA MIGRATION EN CONTEXTE ACADIEN ET FRANCOPHONE***

**Colloque – le lundi 16 août 2010**

**Pavillon Léopold-Taillon, local 136  
Université de Moncton**

# LES ENJEUX DE LA MIGRATION EN CONTEXTE ACADIEN ET FRANCOPHONE

Le lundi 16 août 2010

Pavillon Léopold-Taillon, local 136

Université de Moncton, Campus de Moncton

<b>HORAIRE</b>	<b>CONFÉRENCES</b>
8 h 00 – 8 h 45	Accueil des participantes et participants
8 h 45 – 9 h 15	<i>La situation démo-linguistique des Acadiens du Nouveau-Brunswick : survol historique et enjeux contemporains</i> Joël Belliveau (Université Laurentienne)
9 h 15 – 9 h 45	<i>Entre le Nord et le Sud : les expériences migratoires de jeunes francophones au Nouveau-Brunswick</i> Annie Pilote (Université Laval), Nicole Gallant (INRS, Urbanisation Culture et Société), Patrice LeBlanc (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue) avec la collaboration de Marie-Hélène Villeneuve
9 h 45 – 10 h 15	<i>De la mobilité étudiante aux projets migratoires : le cas de jeunes francophones de la région de Gloucester</i> Annie Pilote (Université Laval) avec la collaboration de Lydie Brier
10 h 15 – 10 h 45	<i>Les minorités linguistiques face à l'immigration : particularismes et représentations de la diversité ethnoculturelle dans les milieux associatifs et politiques</i> Christophe Traisnel (Université de Moncton), Isabelle Violette (Université de Moncton et Université François-Rabelais) et Nicole Gallant (INRS, Urbanisation Culture et Société)
10 h 45 – 11 h 00	<b>PAUSE SANTÉ</b>
11 h 00 – 11 h 30	<i>Trajectoire de migration des citoyens originaires des cinq comtés ruraux du nord du N.-B. vers le milieu urbain du Grand Moncton</i> Xaand Bancroft (Santé Canada et Université de Moncton) et Omer Chouinard (Université de Moncton)
11 h 30 – 12 h 00	<i>Nouvelle organisation spatiale chez la population francophone du Nouveau-Brunswick et de la région urbaine de Moncton, Canada</i> Vincent Roy (Statistique Canada), Huhua Cao (Université d'Ottawa), Omer Chouinard (Université de Moncton) et Jean-François Parent (Université d'Ottawa)
12 h 00 – 13 h 00	<b>DÎNER</b>
13 h 00 – 13 h 30	<i>Territoires-ressources, migrations et minorités linguistiques : le cas de deux régions périphériques canadiennes</i> Maurice Beaudin (Université de Moncton), Éric Forgues (ICRML) et Josée Guignard Noël (ICRML)
13 h 30 – 14 h 00	<i>Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne</i> Maurice Beaudin (Université de Moncton)
14 h 00 – 14 h 30	<i>Migration urbaine-rurale : une analyse socio-économique comparative du profil des émigrants des régions acadiennes</i> Pierre-Marcel Desjardins (Université de Moncton)
14 h 30 – 14 h 45	<b>PAUSE SANTÉ</b>
14 h 45 – 15 h 15	<i>Table ronde : Le point de vue des acteurs communautaires</i> Anne Hébert, directrice générale (CÉNB – RDÉE), Roger Robichaud, sous-ministre adjoint (Entreprises Nouveau-Brunswick) et Denis Caron, président (Société de développement régional)
15 h 15 – 15 h 45	<i>Conférence de clôture : Mobilité, sens des lieux et vitalité des communautés</i> Anne Gilbert (Université d'Ottawa)
15 h 45 – 16 h 15	<i>Discussion – Quelle suite au projet Petits dérangements ?</i>
16 h 15 – 16 h 30	<i>Mot de la fin</i> Joël Belliveau (Université Laurentienne)

## **MOT DE BIENVENUE**

C'est avec grand plaisir que nous vous accueillons au colloque ayant pour thème *Les enjeux de la migration en contexte acadien et francophone* organisé par un groupe de chercheurs qui s'intéressent à la question de la migration et qui ont uni leurs efforts pour faire avancer la réflexion sur ce phénomène. Celui-ci touche notamment la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick, au point où notre équipe en parlait comme d'un petit dérangement, en faisant un clin d'œil au *Grand dérangement* qu'a vécu l'Acadie. L'impact de la migration sur les régions et sur les individus suscite plusieurs préoccupations comme en font foi régulièrement les médias. Tant les intervenants des régions qui gagnent que ceux des régions qui perdent doivent réfléchir aux impacts qu'a la migration sur leurs communautés. Ce colloque permet, après deux ans de travail, de faire le bilan de nos connaissances sur le phénomène de la migration en se concentrant, mais sans s'y limiter, à la situation du Nouveau-Brunswick. La situation des jeunes fera l'objet de plusieurs interventions, alors que la dimension spatiale de la migration, la situation en milieux urbains et ruraux et les taux et les trajectoires de migration seront aussi abordés. Une table ronde réunissant des intervenants qui œuvrent dans des secteurs sur lesquels la migration a un impact permettra de connaître leur point de vue sur cette question. En conférence de clôture, Anne Gilbert partagera sa réflexion sur l'effet que provoque la mobilité des individus sur les lieux qui s'enrichissent des nombreux échanges qu'engendre la mobilité.

Nous espérons que ce colloque constitue un jalon nous permettant de poursuivre nos efforts pour mieux comprendre, chercheurs et intervenants, les facteurs déterminants et les effets de la migration sur les communautés francophones et acadiennes, de même que sur les individus francophones. Une session est réservée pour discuter de prochains projets de recherche. Quelles pistes de recherche devrions-nous poursuivre ? Quel angle d'analyse et quelles approches méthodologiques devraient être adoptés ?

En espérant que cette journée stimulera votre intérêt pour les questions liées à la migration et qu'elle apportera quelques éclaircissements à un phénomène pour le moins complexe.

Bon colloque!

Éric Forgues, Huhua Cao et Pierre-Marcel Desjardins

Comité organisateur du colloque

# LES ENJEUX DE LA MIGRATION EN CONTEXTE ACADIEN ET FRANCOPHONE

### Le contexte

La viabilité démographique est devenue une préoccupation importante dans tous les pays hautement développés depuis un certain nombre d'années. Ceci est une conséquence de la chute de natalité des dernières décennies et du vieillissement de la population qui a suivi. L'immigration s'est imposée comme l'une des mesures principales adoptées par la plupart de ces pays pour contrer ces tendances inquiétantes. Or, jusque maintenant, l'immigration ne s'est pas avérée neutre sur les plans géographique et linguistique. Les communautés francophones minoritaires, qui sont largement rurales ou minorisées – ou les deux –, n'ont pas réussi à tirer leur épingle du jeu démographique. Non seulement elles ne réussissent pas à attirer et à intégrer un nombre significatif d'immigrants en leur sein, mais elles font aussi face à des problèmes liés à l'exode de leurs jeunes (surtout dans les régions rurales) et à un taux de transfert linguistique parfois élevé (surtout dans les villes). Les statistiques issues du dernier recensement semblent confirmer ces difficultés.

Heureusement, les gouvernements sont de plus en plus conscientisés à ces problèmes. Depuis 2001, la *Loi sur l'immigration* fédérale prend en considération les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Puis, les deux plans d'action successifs sur les langues officielles, adoptés en 2003 et 2008 par le gouvernement fédéral, se penchent sur la vitalité de ces communautés. Le dernier plan, d'ailleurs, identifie l'immigration dans les CLOSM comme l'un des dossiers à prioriser. Au provincial, aussi, dans certaines provinces, notamment au Nouveau-Brunswick, on passe à l'action sur le front de la démographie et de l'immigration.

### Le projet

Reconnaissant l'importance cruciale du dossier démographique à l'épanouissement des communautés francophones minoritaires, des chercheurs ont formé une équipe de recherche pour mener un projet d'étude portant sur le phénomène migratoire dans les communautés acadiennes et francophones en situation minoritaire. Reconnaissant la pertinence et l'actualité de la thématique, des partenaires communautaires ont appuyé le projet, dont le gouvernement du Nouveau-Brunswick (Société de développement régional et le Secrétariat de la croissance démographique) de même que le RDÉE Nouveau-Brunswick.

Les objectifs du projet sont au nombre de trois :

- 1) Premièrement, on souhaite arriver à une meilleure compréhension *globale* des enjeux démographiques auxquels sont confrontées les CLOSM. C'est pour cela que les thèmes de l'immigration, des flux migratoires interprovinciaux et de l'exode rural ont tous été

- intégrés au projet. Nous voulions produire de nouvelles connaissances et, donc, mener des recherches originales sur le sujet.
- 2) Deuxièmement, nous voulions mobiliser et transférer les connaissances produites dans les milieux académiques et communautaires afin de proposer des pistes à explorer pour élaborer des politiques publiques qui tiennent compte de la situation sociodémographique des CLOSM.
  - 3) Finalement, nous désirions susciter un dialogue entre universitaires, agents gouvernementaux et acteurs communautaires sur les enjeux sociaux et démographiques que provoque le phénomène migratoire.

Le projet est multidisciplinaire et a permis des échanges avec les secteurs gouvernemental, paragouvernemental, privé et communautaire-associatif. Il a mené à la production d'études inédites et originales, dont certaines sont d'ampleur nationale, et d'autres sont des études de cas de CLOSM particulières.

Depuis 2008, un groupe d'une vingtaine de chercheurs et d'étudiants de disciplines variées a travaillé sur le projet. Lors d'ateliers, organisés autour de trois axes multidisciplinaires : 1) la démographie et l'économie, 2) la politique et les services publics, 3) les phénomènes migratoires et le socioculturel, des questionnements fondamentaux et des problématiques pressantes ont été identifiés.

Inspirés des constats qui ont été faits lors des ateliers, des chercheurs provenant de plusieurs universités ont mené des travaux pour approfondir leurs connaissances de la thématique en effectuant des recherches originales. Ils présentent aujourd'hui le fruit de leurs travaux sur le thème de la migration.

# LA SITUATION DÉMO-LINGUISTIQUE DES ACADIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK : SURVOL HISTORIQUE ET ENJEUX CONTEMPORAINS

Joël Belliveau (Université Laurentienne)

## SOMMAIRE

Cette communication vise à replacer la conjoncture actuelle des communautés acadiennes des Maritimes dans le temps long afin de dégager de nouvelles perspectives. On offrira une vision large de l'évolution démographique de ces minorités linguistiques, en comparant celles-ci entre elles ainsi qu'avec la population anglophone de la région. Cet exercice nous permettra d'établir que l'histoire démographique acadienne a été marquée par deux tournants importants, le premier ayant eu lieu vers 1870 et le deuxième vers 1970. Il nous permettra aussi de constater jusqu'à quel point la trajectoire des Acadiens du Nouveau-Brunswick bifurque de celle de leurs contemporains en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard au cours de la période qui sépare ces dates, que l'on pourrait nommer « l'ère industrielle ». Après avoir identifié les facteurs qui ont contribué à ces évolutions différenciées, on tentera de déterminer jusqu'à quel point ceux-ci demeurent opérants dans le contexte actuel.

Dans les sociétés paysannes dites traditionnelles, l'augmentation de la population dépendait essentiellement de facteurs intrinsèques et / ou

locaux (production de nourriture, disponibilité de terres ou d'autres ressources, etc.). Malgré leur pauvreté, les communautés acadiennes rassemblaient visiblement toutes les conditions nécessaires à une croissance vigoureuse, puisque leurs populations combinées ont été multipliées par 14 entre 1771 et 1871.

La fragmentation des trajectoires francophones dans la région *depuis* 1871 nous permet d'apprécier jusqu'à quel point les facteurs influant sur la croissance démographique ont changé et se sont diversifiés au début de la période industrielle. En 1871, il y avait 45 000 Acadiens au Nouveau-Brunswick, 33 000 en Nouvelle-Écosse et 9 000 à l'Île-du-Prince-Édouard. Or, le siècle qui suit verra les communautés acadiennes de ces trois provinces suivre des trajectoires fort divergentes, tel que l'illustre le tableau 1.

1. Évolution de la population de langue française des provinces maritimes, en chiffres bruts et en pourcentage de la population francophone de la région, 1871-2006							
	Nouveau-Brunswick		Nouvelle-Écosse		Île-du-Prince-Édouard		Total
	Habitants francophones <sup>1</sup>	% des francos	Habitants francophones	% des francos	Habitants francophones	% des francos	
1871	44 907	51%	32 833	38%	9 000	10%	87 000
2006	232 975	86%	32 540	12%	5 345	2%	270 860
Évolution	+ 417 %		-1 %		-41 %		

1. Les chiffres de 1871 rapportent l'origine ethnique française (OEF – tiré de Statistiques Canada. Recensements du Canada de 1665 à 1871. Les Acadiens), alors que ceux de 2006 se réfèrent à la population de langue maternelle française (LMF – tiré de Statistiques Canada. Recensement de 2006, Population selon la langue maternelle, par province et territoire).

Entre 1871 et 2006, soit sur une période de 135 ans, la population du N.-B. a été multipliée par 5,18 (ou, si vous préférez, a connu une augmentation de 417%), alors que celle de la N.-É. a fait du surplace et que celle de l'Î.-P.-É. a fondu de 41%. Le résultat, en termes de rapport de forces entre ces trois populations, est frappant : alors que la N.-É. et l'Î.-P.-É. combinées rassemblaient autrefois 48% des parlants-français de la région, elles n'en abritent maintenant que 14%.

Pourquoi ? Comment expliquer des évolutions aussi radicalement divergentes ? De multiples facteurs – tant économiques, culturels que politiques – doivent être mobilisés pour mieux comprendre cette évolution globale. Concentrons-nous sur trois méta-phénomènes qui ont marqué cette nouvelle ère : l'extension et l'approfondissement de l'économie de marché, la bureaucratisation et l'interventionnisme croissant de l'État provincial et l'émergence d'une culture de masse. Face à ces nouvelles réalités, certaines caractéristiques de la population francophone du Nouveau-Brunswick, qui n'avaient que très peu d'importance dans la période préindustrielle, se sont avérées de bonnes défenses contre l'érosion démographique.

Prenons d'abord la relative concentration des francophones du N.-B. À l'époque où la majorité des interactions sociales, économiques et culturelles se tenaient dans l'enceinte du village, cette variable n'avait pas d'effet démographique notable. L'isolement du village disparaît toutefois progressivement au cours de la période contemporaine, comme l'a bien observé Marc Adélar Tremblay dès les années 1950<sup>1</sup>. Le commerce, l'emploi et l'éducation se font de plus en plus sur une base régionale, ce qui a des effets linguistiques plus poussés là où les villages francophones sont dispersés et où les voisins ont tendance à être de langue anglaise.

Cette concentration relative, combinée à la proximité de plusieurs régions francophones du N.-B. avec le Québec, a aussi eu un effet salvateur sur la vitalité linguistique à mesure que s'est développée la culture de masse. Les journaux, qui ont besoin d'une base substantielle de lecteurs, ont eu tendance à mieux survivre en Acadie du Nouveau-Brunswick, et la Société Radio-Canada y a implanté une antenne de diffusion plus tôt qu'ailleurs. Par ailleurs, les médias et ressources culturelles du Québec sont devenus un appui considérable à la langue française dans le nord de la province. Alors qu'en N.-É. et à l'Î.P.É. la culture de masse émergente a pu sembler être intrinsèquement « anglaise »<sup>2</sup>, les choses

n'étaient pas si claires dans la plupart des régions du N.-B.

Finalement, adressons la question de la proportion de la population générale qui est de langue française. Bien que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse aient eu des

populations francophones de taille comparable en 1871 en chiffres absolus (celle du N.-B. était seulement 31% plus grande que celle de sa voisine), la différence entre les deux était beaucoup plus marquée en termes relatifs. (Voir tableau 2)

2. Évolution de la population de langue française du N.-B et de la N.-É. et rapport de celle-ci à la population générale						
	Nouveau-Brunswick			Nouvelle-Écosse		
	Habitants francophones <sup>2</sup>	Pop. totale	% de la pop. qui est de LF	Habitants francophones	Pop. totale	% de la pop. qui est de LF
1871 –	45 000	285,594 <sup>3</sup>	16%	33 000	387,800	8,5%
2006 –	232 975	719 650	32%	32 540	903 090	3,6%
Évolution	+ 417 %	+152%	x 2	-1%	+133%	x 0,43

2. Les chiffres de 1871 rapportent l'origine ethnique française (OEF), alors que ceux de 2006 se réfèrent à la population de langue maternelle française (LMF). Statistiques Canada. Population selon la langue maternelle, par province et territoire (Recensement de 2006).

<http://www.statcan.gc.ca>

3. Statistiques Canada. *Censuses of Canada 1665 to 1871, "The 1800s"*. <http://www.statcan.gc.ca>

Encore une fois, on a affaire ici à un facteur qui avait peu d'importance à l'époque préindustrielle, lorsque l'État provincial était décentralisé, peu interventionniste et peu présent dans la vie des gens. Mais à partir de la « grande transformation<sup>3</sup> », seuls les Acadiens du N.-B. seront en mesure de faire fléchir – à l'occasion – les autorités provinciales et ecclésiastiques. Revêtant longtemps le caractère de compromis bancals, les gains néo-brunswickois prendront une dimension symbolique importante pendant la période réformiste des années 1960-70, lorsque la province deviendra officiellement bilingue et embrassera le concept de dualité linguistique dans certaines sphères. Ces changements viendront accentuer la différence entre la réalité acadienne du N.-B. et celle vécue ailleurs. Durant les années 1960, les Acadiens du N.-B. avaient l'impression que leur viabilité démographique était assurée si les tendances se maintenaient et ils avaient raison.

Mais les tendances se sont-elles maintenues ? La concentration relative des Acadiens du N.-B. et

leur poids proportionnel sont-ils toujours suffisants à assurer leur pérennité ? Par ailleurs, les perspectives démographiques des autres minorités francophones de la région (et du pays) demeurent-elles aussi sombres ? Dans les deux cas, la réponse est loin d'être certaine. Des changements marqués depuis les années 1970 – certains menaçants, d'autres prometteurs – sont venus brouiller les cartes. D'une part, on a assisté à une extension toujours plus poussée des dynamiques démographiques propres au monde industriel : dénatalité et urbanisation accélérée (accompagnée d'un taux plus élevé d'assimilation) sont venues s'ajouter à l'émigration pour fragiliser *toutes* les minorités francophones, incluant au Nouveau-Brunswick, qui ne semble plus constituer une exception aussi notable. D'autre part, on peut se demander si certaines innovations sociales et technologiques ne viennent pas affaiblir certaines des tendances démographiques du dernier siècle. À l'ère d'internet et de la câblodistribution, la concentration géographique ne jouera plus *forcément* un aussi grand rôle dans le rapport des groupes linguistiques à leur



langue. Par ailleurs, dans le Canada de la Charte des droits et liberté, il est désormais *possible* d'accéder à des résultats politiques autrefois atteignables seulement avec un poids démographique relatif élevé.

<sup>1</sup> Marc Adélar Tremblay. « La société acadienne en devenir : l'impact de la technique sur la structure sociale globale », *Anthropologica*, 8,2 (1966) : 329-350.

<sup>2</sup> Sally Ross et Alphonse Deveau discutent de cette question dans *Les Acadiens de la Nouvelle-Écosse – hier et aujourd'hui*. Moncton, Éditions d'Acadie, 1995, p.250-1.

<sup>3</sup> Karl Polanyi. *The Great Transformation* (1944). Traduction française : *La Grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Bibliothèque des sciences humaines, Gallimard, Paris, 420 pages, 1983.

# ENTRE LE NORD ET LE SUD : LES EXPÉRIENCES MIGRATOIRES DE JEUNES FRANCOPHONES AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Annie Pilote (Université Laval)

Nicole Gallant (INRS, Urbanisation Culture et Société)

Patrice LeBlanc (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)

Marie-Hélène Villeneuve (en coll.)

## SOMMAIRE

### Contexte de l'étude

Les études démographiques présentées lors des séminaires de la première phase de Petits dérangements l'ont bien montré : les jeunes francophones du Nouveau-Brunswick bougent, le plus souvent dans un mouvement qui les amène des régions francophones du Nord vers les régions urbaines et bilingues du Sud. Or, l'étude des mouvements migratoires à partir d'une analyse secondaire des bases de données existantes ne nous renseigne pas assez sur les parcours empruntés par les jeunes francophones et, surtout, sur leurs motivations et sur les représentations qu'ils se font des localités où ils ont résidé, sans parler de leurs projets d'avenir.

Au Québec, les processus sociaux derrière la migration des jeunes ont largement été étudiés, tout particulièrement par le Groupe de recherche sur la migration des jeunes. Ces travaux ont montré que les parcours migratoires des jeunes ne sont pas uniformes et unidirectionnels. Bref, le départ d'un lieu donné, en raison de la poursuite des études par exemple, est parfois suivi d'un retour vers la

région d'origine alors que s'entame une nouvelle phase du passage à la vie adulte incluant des étapes telles que l'insertion professionnelle, l'achat d'une maison ou la formation d'une famille. Mais qu'en est-il des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick ?

### Objectifs et questions de recherche

Ce projet vise à comprendre les processus sociaux derrière les choix individuels de mobilité des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, qui ont des répercussions bien au-delà de leur propre vie, puisqu'ils affectent aussi la « morphologie du territoire » (Gauthier, 2004 : 5). Les déplacements des jeunes francophones vers le Sud de la province symbolisent-ils un « exode » irréversible des régions du Nord ? Quels sont les motifs qui mènent au choix de s'installer dans une région plutôt qu'une autre ? Comment les jeunes interprètent-ils les expériences vécues au fil de leur parcours migratoire ?

## Méthodologie

Cette recherche exploratoire repose sur des entretiens de groupes auprès de jeunes migrants francophones âgés entre 19 et 30 ans. Deux entretiens de groupes furent réalisés auprès de jeunes adultes qui ont quitté le Nord du Nouveau-Brunswick pour s'établir dans une ville du Sud de la province. Deux autres groupes de discussion ont réuni des migrants qui sont retournés vivre dans le Nord après avoir séjourné dans le Sud de la province. Après avoir rempli un questionnaire individuel portant sur leurs caractéristiques personnelles et familiales ainsi que sur leurs parcours migratoires, les participants étaient invités à discuter collectivement de différents aspects de leur expérience migratoire et de leurs représentations des régions dans lesquelles ils ont vécu.

## Survol des résultats

Les participants aux groupes de discussion tiennent des propos similaires sur certains points : les perceptions du milieu d'origine, les raisons du départ vers le Sud, le rapport à la langue dans le Sud, leurs sentiments d'appartenance et les raisons qui pourraient les pousser à retourner vivre dans le Nord. En effet, qu'ils soient retournés s'y établir ou non, leurs perceptions du milieu d'origine sont mixtes. D'un côté on apprécie les caractéristiques de l'environnement, le côté paisible et calme et la grandeur des terrains. De l'autre côté, on déplore les caractéristiques sociales et économiques du Nord, qu'on décrit comme : un endroit où il n'y a rien à faire, où il y a une offre limitée de divertissement et d'activités et qui va jusqu'à être caractérisé par certains comme un milieu marqué par un manque d'ouverture d'esprit. Deuxièmement, les motifs de départ sont identiques dans les deux groupes : presque tous les participants ont quitté leur milieu

d'origine pour poursuivre des études postsecondaires puisque l'offre de programmes à ce niveau est limitée dans les régions du Nord. Sur le plan langagier, ils affirment utiliser moins la langue française dans les villes du Sud de la province, mais ils se réjouissent que ce contexte leur ait permis d'enrichir leur vocabulaire en anglais. Ils constatent toutefois des effets de la migration sur leur sentiment identitaire : vivre en contexte plus minoritaire a augmenté leur fierté linguistique et renforcé leur identité acadienne ou brayonne. Quelques-uns ont aussi souligné avoir développé une nouvelle représentation, plus diversifiée, de ce qu'est la communauté acadienne. Enfin, lorsqu'interrogés sur les raisons qui pousseraient à un retour dans le Nord, tous évoquent les mêmes raisons : leur attachement à la région, aux personnes qui y habitent, aux souvenirs conçus dans la région où l'on a grandi et un profond sentiment d'appartenance.

Sur d'autres plans, on remarque des différences importantes entre les participants retournés dans le Nord et ceux qui sont restés dans le Sud. Les jeunes qui sont retournés habiter dans leur région d'origine se démarquent du fait qu'ils ont toujours perçu leur déménagement au Sud de la province comme quelque chose de temporaire. En comparaison, ceux qui ont choisi de demeurer au Sud ne partageaient pas ce sentiment de certitude d'un retour à la région d'origine et percevaient plutôt l'endroit où ils habitent présentement comme faisant partie d'un cheminement qui n'est pas complètement déterminé ni entièrement connu. Par contre, ces derniers affirment aussi être dans une sorte d'entre-deux car ils ne se sentent plus entièrement « chez eux » dans leur milieu d'origine, sans toutefois se sentir tout à fait « chez eux » dans le Sud de la province. D'autres distinctions ressortent en ce qui a trait aux aspects négatifs qu'ils associent aux régions du

Nord. Ceux qui sont retournés vivre dans le Nord déplorent que le niveau d'éducation des personnes qui habitent la région laisse à désirer, de sorte qu'ils estiment avoir de la difficulté à avoir des échanges stimulants. Pour leur part, ceux qui sont restés dans les villes du Sud déplorent plutôt le manque d'emploi et les faibles possibilités de se trouver un conjoint ou une conjointe dans la région d'origine.

On note aussi des distinctions importantes entre les deux groupes de jeunes qui ont choisi de s'établir dans le Sud, notamment sur la question des écoles françaises et sur l'avenir des régions du Nord. En effet, les répondants de Moncton apprécient que leurs (éventuels) enfants puissent grandir dans un milieu bilingue, notamment parce qu'ils estiment que cela leur fournirait plus de possibilités d'emploi. En outre, ils voient les départs du Nord comme un changement normal conséquent à l'épuisement des ressources du Nord, dans lequel le Sud se verra renforcé par la croissance de la population francophone et ainsi mieux équipé pour faire face aux enjeux linguistiques. Pour leur part, les participants qui habitent Fredericton se rapprochent davantage de ceux du Nord sur ces questions. Pour eux, il est essentiel de permettre à leurs enfants de vivre et parler en français et de fréquenter une école francophone. En outre, même s'ils ne résident plus dans le Nord, ils considèrent important de s'occuper de l'avenir de ces régions.

### **Pistes de discussion**

Cette recherche exploratoire s'est intéressée à deux types de migrants : les *migrants de retour* et les *migrants urbanisés*. Qu'est-ce qui constitue la principale différence entre ces deux types de migrants alors que l'ensemble conserve un sentiment d'appartenance à leur région

d'origine ? Il ressort que la transition vers la vie adulte et l'expérience de la migration elle-même contribuent à façonner les parcours. Or, les *migrants de retour* se caractérisent par le maintien d'un lien tangible avec le milieu d'origine, en retournant fréquemment en visite les fins de semaines par exemple. Ce lien teinte leurs représentations car il permet aux jeunes de mesurer les opportunités concrètes dans le Nord, mais aussi de les saisir au terme de leurs études postsecondaires moyennant des stratégies adaptées à leurs projets de vie. Pour leur part, les *migrants urbanisés* sont ouverts à diverses possibilités qui peuvent s'offrir à eux et n'ont aucune certitude par rapport au lieu de leur installation définitive au moment de leur départ du Nord. Ces derniers évoquent toutefois des facteurs « lourds » comme freins à un retour éventuel dans le Nord tels que les emplois limités ou les faibles possibilités à y former un couple. Ces résultats montrent le potentiel des programmes implantés dans ces régions et qui visent à maintenir un lien avec les jeunes pendant leurs études hors de la région. Ceci leur permettrait ainsi d'être mieux informés des possibilités concrètes offertes dans le Nord, d'y maintenir des liens sociaux signifiants de même qu'un intérêt réel pour les enjeux collectifs de la région qui pourrait éventuellement se traduire sous différentes formes d'engagement envers le développement socioéconomique et culturel de leurs communautés d'origine. Ces résultats pointent aussi vers un nouveau champ d'intervention actuellement délaissé, soit celui de l'accueil et de l'intégration des jeunes migrants francophones dans le Sud de la province. La francophonie au Nouveau-Brunswick doit pouvoir compter sur la contribution des jeunes dans toutes les régions où ceux-ci choisissent de s'établir.

# DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AUX PROJETS MIGRATOIRES : LE CAS DE JEUNES FRANCOPHONES DE LA RÉGION DE GLOUCESTER

Annie Pilote (Université Laval)  
Lydie Brier (en coll.)

## SOMMAIRE

### Contexte de l'étude

La migration des jeunes adultes est un phénomène suscitant la préoccupation des régions marquées par un solde migratoire négatif qui, conjugué au vieillissement de la population, affecte leur vitalité à long terme. Bien que ce phénomène ne soit pas exclusif aux régions rurales et périphériques, il s'agit toutefois des régions non métropolitaines qui présentent le taux le plus bas de retour des jeunes; seulement un jeune sur quatre retourne vivre dans sa communauté d'origine dans un délai de 10 ans suivant son départ (R.A. Malatest et al. 2002). Au Nouveau-Brunswick, un deuxième enjeu s'ajoute du fait que les francophones tendent à quitter des milieux à forte densité francophone pour se diriger vers Moncton (Beaudin et Forgues, 2005; Beaudin, Ferron, Savoie, 2007), un milieu urbain plus hétérogène où la préservation du français est plus difficile (Marmen, 2005; Castonguay, 2005). Malgré ces enjeux d'ordre socioéconomique et linguistique, la migration revêt aussi des enjeux individuels pour les jeunes francophones qui se voient souvent contraint de quitter en vue de poursuivre des études universitaires (Pilote,

2008). Or, la majorité des recherches sur le sujet traitent davantage des contrecoups de la migration des jeunes sur la vitalité des communautés que de la façon dont les jeunes vivent leur expérience migratoire (Pilote et Molgat, 2010).

### Objectifs et questions de recherche

S'inscrivant dans un programme de recherche plus vaste portant sur la mobilité et la construction identitaire des étudiants francophones au Canada, cette analyse se centre sur les jeunes qui ont quitté la région de Gloucester dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick afin de poursuivre des études universitaires. Notre objectif vise à explorer les liens entre les représentations du lieu d'origine et les projets migratoires des jeunes. Les étudiants ayant vécu une mobilité géographique vers une ville universitaire ont-ils l'intention de retourner dans leur région d'origine au terme de leurs études ? Les jeunes qui entretiennent des représentations plus positives de leur région d'origine ont-ils davantage l'intention de retourner y vivre que les autres ? Quels sont les

principaux motifs évoqués en lien avec leurs projets migratoires ?

### **Méthodologie**

Cette communication s'appuie sur l'analyse de 12 entretiens biographiques réalisés auprès de jeunes ayant complété leurs études secondaires en français dans le comté de Gloucester et poursuivant des études à l'Université de Moncton (5) ou à l'Université Laval (7). L'échantillon comprend quatre hommes et huit femmes âgés de 18 à 27 ans. Les entretiens portaient sur les thèmes suivants : l'expérience en milieu francophone minoritaire, le parcours éducatif et de mobilité, l'identité et les projets d'avenir. Cette recherche a été subventionnée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

### **Survol des résultats**

La poursuite d'études universitaires dans un programme correspondant à leurs intérêts constituait la principale raison ayant motivé le départ des jeunes rencontrés. Le lien entre les représentations et les intentions de retour ressort plus fortement chez les quelques étudiants qui posent un regard plus négatif sur leur lieu d'origine puisque ceux-ci excluent toute possibilité de retour. Par ailleurs, la grande majorité des jeunes rencontrés entretient plutôt une représentation positive de leur lieu d'origine. Ces derniers ont-ils pour autant l'intention de retourner y vivre au terme de leurs études ? C'est ici que des facteurs tels que les opportunités d'emplois ou les considérations familiales ont plus de poids. En outre, peu d'étudiants ont l'intention de retourner vivre dans leur lieu d'origine puisqu'à leurs yeux la structure du marché du travail ne permettrait pas de trouver un emploi qui puisse répondre à leurs aspirations professionnelles. Ce constat

rejoint les propos de Gauthier et al. (2001, p.XV) sur le contexte québécois à l'effet que « les jeunes migrants n'ont pas une représentation vraiment négative de leur milieu d'origine, mais certaines conditions sont essentielles pour qu'ils puissent envisager un retour éventuel ».

Les projets migratoires semblent être le reflet d'un compromis, entre la volonté de réaliser leurs aspirations professionnelles (mais aussi personnelles) tout en maintenant un certain lien ou engagement par rapport à leur lieu d'origine. C'est pourquoi, sans avoir l'intention de retourner dans leur localité d'origine spécifiquement, plusieurs souhaiteraient vivre au Nouveau-Brunswick ou dans les autres provinces maritimes pour deux motifs principaux : leur attachement à la région ou pour conserver une certaine proximité géographique avec leur famille. On constate aussi qu'ils tendent à rechercher un lieu de vie qui partage certaines caractéristiques avec leur région d'origine que ce soit la proximité de la nature ou le milieu francophone. Vues les contraintes à réaliser leur projet de carrière dans leur région d'origine, quelques-uns expriment plutôt leur sentiment d'appartenance au territoire à travers le projet d'y acquérir éventuellement une résidence secondaire ou bien de retourner s'y établir au moment de la retraite. Enfin, malgré leur éloignement temporaire ou définitif, les jeunes sont nombreux à affirmer qu'ils souhaiteraient participer au développement de leur région d'origine ou de la communauté acadienne en général.

### **Pistes de discussion**

Les résultats de cette recherche illustrent le dilemme rencontré par la plupart des étudiants francophones originaires du Nord-Est du Nouveau-Brunswick : comment articuler un sentiment d'appartenance à leur région d'origine à leurs projets de vie futurs, notamment la

réalisation de leurs aspirations professionnelles ? Ce constat permet d'évoquer différentes pistes d'action, dont certaines sont axées sur le développement socioéconomique, mais d'autres qui seraient destinées à faire connaître aux jeunes des opportunités professionnelles à saisir ou à créer. Le défi est le suivant : faire appel à l'attachement exprimé par les jeunes pour leur lieu d'origine et le lier à des initiatives susceptibles d'articuler à la fois le développement socioéconomique et les aspirations des jeunes. Par exemple, les politiques municipales et provinciales pourraient veiller à soutenir le développement entrepreneurial ou, minimalement, à lever les obstacles qui peuvent freiner la réalisation de projets mis de l'avant par des jeunes diplômés. À l'heure des technologies de l'information et des communications, est-il nécessaire de vivre dans

un centre urbain pour travailler dans les domaines de pointe ? La délocalisation de certaines fonctions des entreprises vers les régions ne pourrait-elle pas être considérée dans certaines circonstances ? Toutes les avenues permettant de favoriser le dynamisme des régions et faisant appel à la créativité des jeunes hautement scolarisés devraient être explorées par les acteurs du milieu en dialogue avec les jeunes migrants. Finalement, bien que moins répandues, les représentations négatives évoquées par certains jeunes soulèvent aussi la nécessité de s'attarder à l'image trop souvent propagée à l'endroit des communautés acadiennes du Nord-Est du Nouveau-Brunswick. À trop insister sur le déclin démographique et les difficultés économiques, ne risque-t-on pas de renforcer la croyance à l'effet que *pour réussir, il faut partir* ?

10 h 15 – 10 h 45

# LES MINORITÉS LINGUISTIQUES FACE À L'IMMIGRATION : PARTICULARISMES ET REPRÉSENTATIONS DE LA DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE DANS LES MILIEUX ASSOCIATIFS ET POLITIQUES

Christophe Traisnel (Université de Moncton)

Isabelle Violette (Université de Moncton et Université François-Rabelais)

Nicole Gallant (INRS, Urbanisation Culture et Société)

## SOMMAIRE

### Contexte de l'étude

Les interrogations sur les rapports entre le « local » et le « global » dans le contexte de la mondialisation touchent les francophonies canadiennes qui se transforment profondément à travers un processus de particularisation et de dissociation. Le thème de l'immigration vient renforcer, plus que mettre en cause, ce processus. Il devient dès lors important d'examiner les agencements effectués dans ces communautés entre le discours identitaire particularisant et la thématique de la diversité, et la place réservée à la « francophonie venue d'ailleurs » par la « francophonie d'ici », étant entendu que cette francophonie d'ici est marquée par une forme d' « indécision identitaire » plus ou moins forte.

Après l'arrivée et la réponse à leurs besoins premiers par les services d'établissement, les immigrants ont aussi des besoins plus sociaux d'intégration, qui sont un facteur déterminant de leur rétention (Laaroussi 2005). Il est donc impératif de comprendre les caractéristiques du

milieu d'accueil qui permettent l'intégration sociale, tant au niveau des possibilités que des contraintes qu'offre ce milieu.

La question de l'intégration symbolique des immigrants – c'est-à-dire leur inclusion dans les discours et dans les représentations comme étant des membres à part entière de la collectivité – se pose avec plus d'acuité dans les milieux minoritaires qu'ailleurs. En effet, historiquement, des représentations axées sur les particularismes et la différence avec la majorité ont constitué un levier important pour préserver l'entité du groupe et pour éviter l'assimilation à la majorité. Or, l'intégration sociale est avant tout conditionnée par les attitudes de la population locale, non seulement face à l'immigration, mais aussi par rapport au degré de diversité interne qu'elle est prête à accueillir en son sein. Ces éléments se manifestent notamment dans le discours identitaire de ces petites communautés, c'est-à-dire dans leur capacité à reconsidérer les principaux facteurs contribuant à la définition de ces identités particularistes. Toutefois, tout en



étant un indicateur des représentations de la diversité au sein de la société d'accueil, le discours des leaders locaux est aussi un des principaux facteurs de son évolution. Selon Andrew (2008), c'est le rôle de ces espaces de proposer un discours sur soi ou un « récit » qui soit délibérément et ouvertement favorable à l'intégration des nouveaux arrivants à la communauté.

### **Objectifs et questions de recherche**

Le principal objectif du projet consistait donc à documenter les représentations des minorités ethnoculturelles entretenues par les militants des organismes associatifs et politiques parlant en leur nom. Nos analyses s'appuient sur deux cadres théoriques complémentaires. La perspective constructiviste permet de focaliser l'attention du chercheur, moins sur les faits sociaux eux-mêmes que sur la manière dont les interactions sociales vont leur conférer un certain sens, en vertu de représentations, et notamment à travers le discours politique (Miller et Holstein, 1993). La perspective configurative (Katznelson, 1997 ; Giraud, 2003) vise à resituer les actions politiques dans leur contexte et considère en particulier que le comportement des acteurs ne peut être compris qu'en fonction des spécificités des lieux et des moments politiques.

L'immigration francophone interroge directement la capacité des communautés à revoir ses références identitaires dans la définition ou la redéfinition d'une « frontière » entre le « nous » communautaire et les « autres » (Poutignat et Streiff-Fenart, 1996). Les communautés francophones (organismes communautaires, militants, mais aussi gens ordinaires) se positionnent face à cette diversité culturelle croissante. Diverses orientations sont possibles, dont les deux principales sont de 1) voir la francophonie comme un ensemble

comportant diverses composantes, dont les communautés traditionnelles, et 2) redéfinir autour de la langue française une « nouvelle communauté », diversifiée. En Acadie, par exemple, assiste-t-on à l'insertion de l'acadianité dans une « francophonie plurielle » du N.-B., ou à l'insertion du pluralisme culturel francophone dans une identité acadienne renouvelée ?

### **Méthodologie**

Nous chercherons à répondre à ces questions de recherche par une analyse comparative portant sur trois communautés francophones en situation minoritaire, l'Acadie du N.-B., la francophonie ontarienne et, dans une moindre mesure, la francophonie de la Colombie-Britannique.

Cette recherche est caractérisée par une approche qualitative qui consiste à privilégier la profondeur et la complexité du matériau de recherche plutôt que sa quantité. À la recherche des catégories et des représentations construites par les participants, nous avons procédé par des entretiens semi-directifs d'une heure ou deux auprès de militants de différents organismes des communautés francophones.

À partir de questions ouvertes, nous avons souhaité faire ressortir les positionnements identitaires discursifs des participants vis-à-vis de thèmes larges tels que leur parcours de militant, les enjeux principaux de la communauté, l'avenir de celle-ci, les changements vécus depuis les dernières décennies, la mondialisation, etc. afin de mieux saisir comment les militants construisent une « certaine idée » de l'identité, en fonction de leurs propres valeurs, croyances, cadres de référence. Il est important de souligner que le thème de l'immigration n'est abordé qu'en fin d'entretien dans le cas où le participant ne l'aurait pas évoqué de lui-même avant. Il s'agit ainsi de voir si ce thème est spontanément

évoqué par nos interlocuteurs lorsqu'il est question de l'identité collective franco-ontarienne, acadienne ou francophone de Colombie-Britannique.

## Résultats

Partant du terrain acadien, nous avons constaté que la notion de lieu devient un élément de plus en plus central dans les réaménagements des discours identitaires particularistes locaux, au détriment d'éléments plus filiaux ou ethniques qui servaient traditionnellement de cadre de référence. En effet, il émerge des discours à la fois des immigrants et des militants un «ici» commun qui se porte garant d'une légitimité identitaire locale. Et cet «ici», c'est l'Acadie. On constate donc une tendance vers la qualification d'un lieu identitaire acadien plutôt qu'une identité acadienne : on se dit «d'Acadie» plutôt que «Acadien», ce qui constitue une façon de se réinventer de manière inclusive tout en étant ancré dans une histoire particulière.

Par contraste, le terrain ontarien donne à voir un processus de fragmentation, voire de désolidarisation de la communauté francophone en regard de sa forte diversité. En effet, l'identité paraît difficilement nommable : on hésite à lui donner un nom, l'appellation «franco-ontarien» provoque par ailleurs souvent un malaise. Les participants apparaissent écartelés entre plusieurs références non pas convergentes, comme dans les Maritimes à travers la notion bien campée d'Acadie, mais divergentes, éclatées, à travers notamment les diversités régionales (Toronto, Sudbury, Ottawa...) et sociohistoriques (Canada français, Ontario français, Francophonie ontarienne, francophonie canadienne).

Le terrain mené en Colombie-Britannique demande encore à être analysé en profondeur. Or, les premiers entretiens laissent déjà

percevoir une difficulté à parler d'une identité et/ou appartenance franco-colombienne en raison du caractère récent, culturellement diversifié et en constant renouvellement de la communauté. Certains avancent toutefois que les "véritables franco-colombiens" seront la génération actuelle d'âge primaire: des enfants qui parlent deux ou trois langues et commencent à former un accent franco-colombien propre à leur communauté.

## Éléments de discussion

Au final, ces résultats nous amènent à nous interroger sur les implications des processus contrastés de redéfinition identitaire menés au sein des communautés francophones minoritaires. Quel projet de société semble le plus porteur d'avenir ? Dans quelle mesure l'enjeu de la «diversité» donne-t-elle lieu à une francophonie canadienne unie autour de «parlants français» au détriment des communautés d'histoire qui la composent ? Quel impact cette orientation peut-elle avoir au niveau de la légitimité politique des francophones au Canada ?

## Bibliographie

ANDREW, Caroline, 2008, Allocution lors de la Plénière 1 « Le rôle des communautés d'accueil dans l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants et des minorités », 10<sup>e</sup> conférence nationale Métropolis, Halifax, vidéo en ligne : [http://canada.metropolis.net/events/cpac\\_10th\\_conf/cpac\\_10th\\_conf\\_f.html](http://canada.metropolis.net/events/cpac_10th_conf/cpac_10th_conf_f.html)

CIC, 2003, Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaires,

GALLANT, Nicole et Chedly BELKHODJA, 2005, « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », Études ethniques canadiennes/Canadian Ethnic Studies, vol 37, no. 3, pp. 35-58.

LAAROUSSI, Michèle, et Leslie ANGENEAU, « Pourquoi un observatoire Canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigration », Hélène DESTREMPES et Joe RUGGERI (dir.), *Rendez-vous immigration 2004*, Centre Métropolis Atlantique et University of New-Brunswick, 2005, pp. 555-571.

POUTIGNAT, Philippe, et Jocelyne STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, Paris : Presses Universitaires de France, coll. *Le Sociologue*, 1995, 270 p.

TRASNEL, Christophe et Isabelle VIOLETTE (2010), « Qui ça, nous ? La question des identités multiples dans l'aménagement d'une représentation de la francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Produire et reproduire la francophonie en la nommant* sous la direction de Nathalie Bélanger, Nicolas Garant, Phyllis Dalley et Tina Desabrais, Sudbury, *Prise de Parole*, p. 101-122.

# TRAJECTOIRE DE MIGRATION DES CITOYENS ORIGINAIRES DES CINQ COMTÉS RURAUX DU NORD DU NOUVEAU-BRUNSWICK VERS LE MILIEU URBAIN DU GRAND MONCTON

Xaand Bancroft (Santé Canada)

Omer Chouinard (Université de Moncton)

## SOMMAIRE

### Contexte de l'étude

La région du Grand Moncton, située dans le Sud-est de la province du Nouveau-Brunswick, comprend trois villes; Moncton, Dieppe et Riverview. Entre 2001 et 2006, la population de la ville de Moncton, Dieppe et Riverview a augmenté de 4,8%, 24,2% et 4,8% respectivement. En 2006, le milieu urbain du Grand Moncton est devenu une région métropolitaine de recensement (RMR), soit un centre urbain qui compte 100 000 habitants ou plus. La population de cette région augmente à un taux élevé comparativement aux autres villes des provinces atlantiques. Cette augmentation rapide est en partie le résultat de la migration de cinq comtés ruraux du nord de la province du Nouveau-Brunswick, soit Gloucester, Madawaska, Northumberland, Restigouche et Victoria. Au niveau de la migration infraprovinciale, 70% des gens qui se déplacent vers la région du Grand Moncton sont francophones. Ces migrants quittent un territoire rural majoritairement francophone

pour s'installer dans un territoire urbain majoritairement anglophone.

### Objectifs et questions de recherche

Cette recherche fut menée auprès des résidents francophones de l'écosystème urbain de Moncton-Dieppe. L'objectif principal de l'étude était d'établir les trajectoires de migration des francophones originaires des comtés ruraux, majoritairement francophones, du nord du Nouveau-Brunswick qui se sont installés dans la région du Grand Moncton, un milieu urbain majoritairement anglophone, situé dans le sud-est du Nouveau-Brunswick. Un deuxième objectif était de déterminer l'impact des facteurs sociaux, économiques et environnementaux sur le choix de migration de la population étudiée. L'intégration de ces individus dans le nouvel environnement a également été explorée.

### Méthodologie

Un échantillonnage non-probabiliste a été utilisé pour cibler des participants francophones qui étaient originaires d'un des comtés du nord du

Nouveau-Brunswick et qui, au moment de l'étude, habitaient dans la région du Grand Moncton. Une fiche d'entrevue, qui comprenait des questions fermées, a permis de recueillir des données démographiques. Par la suite, des entrevues semi-dirigées qui comprenaient des questions ouvertes ont été utilisées pour mieux cerner les expériences individuelles de chaque participant. Les questions d'entrevues portaient sur les aspects suivants : la migration, les liens sociaux, l'environnement, les activités physiques et les passe-temps. Ces questions ont permis d'établir les réseaux sociaux ainsi que d'obtenir de l'information au sujet des ressources disponibles dans la communauté. L'ensemble des réponses aux questions a permis d'obtenir une image plus complète des expériences de migration de chaque individu et de mieux comprendre comment ils percevaient leur environnement. Au total, 21 entrevues ont été complétées lors de cette enquête.

## **Résultats**

Les trajectoires de migration des participants ont démontré que parmi les 21 participants, 13 ont toujours habité dans la province du Nouveau-Brunswick. Six participants ont habité dans au moins une province canadienne autre que le Nouveau-Brunswick tandis que deux participants ont vécu dans au moins une province canadienne autre que le Nouveau-Brunswick et en France.

Des 21 participants, l'échantillon comprenait 18 individus qui ont obtenu un certificat, un diplôme ou étaient diplômés universitaires. Quatorze des 21 participants se sont rendus dans la région du Grand Moncton afin de poursuivre leurs études en français. Pour plusieurs des participants, la recherche d'emploi après les études demandait peu d'efforts puisqu'ils avaient établi des contacts lors de

leurs études. Ainsi, l'Université de Moncton joue un rôle important au niveau de la vitalité de la région de Moncton-Dieppe puisqu'elle attire des migrants francophones du Nord de la province du Nouveau-Brunswick.

L'analyse approfondie du contenu des entrevues semi-dirigées a permis d'identifier certains avantages et désavantages du milieu urbain. Les nombreux services qui sont disponibles et le design de la ville, particulièrement le nombre et la proximité des services, étaient des caractéristiques de la région appréciées par les participants. Cependant, le développement urbain trop rapide et le niveau de circulation élevé dans le territoire de Moncton-Dieppe étaient des aspects du milieu urbain que les participants trouvaient désagréables.

Les liens sociaux qui existent entre les participants et leur famille, amis et voisins jouaient un rôle important au niveau de l'intégration dans l'écosystème urbain majoritairement anglophone. Les participants ont souligné que l'ambiance communautaire et l'atmosphère familiale apportaient un sens de sécurité et de confort.

## **Éléments de discussion**

Les résultats de cette étude soulignent l'influence que l'Université de Moncton a sur le choix de migration des participants. La population étudiée avait un niveau d'éducation particulièrement élevé. Une étude pourrait être entreprise pour évaluer les raisons de migration d'une population francophone ayant un niveau d'éducation moins élevé que celui des participants de la présente étude.

La diminution des espaces verts, l'augmentation de la circulation et le système de transport en commun inadéquat étaient des problèmes énumérés par les participants. La rapidité du

développement urbain dans la région était une source d'inquiétude pour les citoyens. Plusieurs participants croyaient qu'il n'y avait pas assez de mesures en place pour atténuer les conséquences de la croissance rapide de la ville. Des assemblées publiques permettraient aux citoyens de partager leurs idées avec les décideurs de la ville. Ce forum encouragerait une meilleure planification urbaine.

L'importance de maintenir sa langue maternelle, le français, était un thème souvent évoqué par les participants. Au fil des ans, les participants ont observé que la population francophone de la région augmente rapidement et qu'ils peuvent maintenant obtenir des services en français plus facilement qu'auparavant. Malgré cela, certains individus ressentent le besoin de combattre l'assimilation en insistant sur l'utilisation du français. Par contre, les participants ont souligné qu'il y a de nombreuses activités culturelles

disponibles dans le Grand Moncton qui contribuent à la vitalité de la communauté, la culture acadienne et la langue française. Une recherche plus approfondie pourrait être entreprise pour évaluer la façon dont ces activités contribuent à la rétention des migrants francophones dans une communauté d'accueil qui est majoritairement anglophone.

Les données de cette étude soulignent l'importance de l'interrelation du choix de migration, les caractéristiques de l'environnement et l'intégration d'un individu dans son milieu d'accueil. Des recherches futures pourraient évaluer de façon plus approfondie le taux de francisation de la région métropolitaine de Moncton, le processus d'intégration des migrants francophones dans la communauté d'accueil, ainsi que l'impact de ces derniers sur le maintien de la langue dans la communauté d'accueil.

11 h 30 – 12 h

# NOUVELLE ORGANISATION SPATIALE CHEZ LA POPULATION FRANCOPHONE DU NOUVEAU-BRUNSWICK. ET DE LA RÉGION URBAINE DE MONCTON, CANADA

Vincent Roy (Statistique Canada)

Huhua Cao (Université d'Ottawa)

Omer Chouinard (Université de Moncton)

Jean-François Parent (Université d'Ottawa)

## SOMMAIRE

Depuis plusieurs décennies, les Canadiens des régions rurales quittent leurs milieux d'origine pour se diriger vers les grands centres urbains. Au-delà du simple aspect migratoire de la population canadienne, une réalité inhérente doit être prise en considération : l'aspect linguistique occupe une place prépondérante pour tout migrant, puisque le Canada possède deux langues officielles. Dans ce contexte, les chercheurs se penchent de plus en plus sur l'importance conjointe des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. Des questions telles l'assimilation, la mondialisation, l'émigration, l'exode des cerveaux et l'exode rural représentent plusieurs des thématiques abordées au cours des dernières années afin d'expliquer la vitalité des minorités francophones tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Dans le cas du Nouveau-Brunswick, le Nord de la province joue un rôle relativement important, car la présence francophone y est certes très bien attestée. Mais, depuis quelques décennies, de profondes transformations ont affecté la

société acadienne. L'augmentation de la superficie et du poids démographique des centres urbains n'a pas épargné certaines régions clés. En effet, le meilleur exemple de ce propos serait la région urbaine de Moncton qui a notamment connu un essor sans précédent depuis quelques années au détriment des communautés rurales du Nord. Pourtant, bien que les recherches se soient multipliées, une question essentielle demeure : l'Acadie va-t-elle perdre le Nord du Nouveau-Brunswick ? En d'autres termes, la population francophone au Nord de la province va-t-elle s'effriter dans un avenir proche pour aller rejoindre les grands centres urbains ? Parallèlement à cette interrogation, il est tout aussi important de se questionner sur la population francophone qui migre en milieu urbain majoritairement anglophone. Cette problématique de la répartition des francophones à travers l'espace acadien, de plus en plus concentré en des endroits particuliers tels Moncton, peut apporter des questions connexes, par exemple : Est-ce que tous ces changements dus au phénomène migratoire ont entraîné une nouvelle

organisation spatiale des populations francophones dans le Nord du Nouveau-Brunswick ainsi que dans la région urbaine de Moncton au fil des années ?

L'objectif de notre article est de réfléchir à cette question en offrant en premier lieu un portrait de l'espace sociolinguistique au Nouveau-Brunswick, plus précisément au nord de la province, pour ensuite se concentrer sur la région urbaine de Moncton depuis les 25 dernières années (1981-2006).

En utilisant les données du recensement de Statistique Canada au niveau des subdivisions et divisions de recensements (comtés), pour le nord de la province et au niveau des aires de diffusion pour la région urbaine de Moncton, nous étudions la transformation de la structure socio-spatiale, en particulier l'évolution de la présence des francophones. À l'aide des systèmes d'information géographique (SIG), deux méthodes d'analyses différentes sont utilisées : l'analyse en composantes principales et l'analyse centrographique.

Au cours des dernières années, nous avons pu observer une transformation de l'organisation spatiale au Nouveau-Brunswick, notamment dans les comtés du Nord ayant une forte concentration de francophones. En effet, il est possible d'observer, parmi les 15 comtés provinciaux, une migration de la population francophone du Nord, plus spécifiquement des comtés de Northumberland, Madawaska, Restigouche et Gloucester, vers les régions du Sud de la province, dont notamment le comté de Westmorland. Cette dynamique de la configuration spatiale est présentée particulièrement dans la région urbaine de Moncton.

Effectivement, parmi les 3 villes (Dieppe, Moncton et Riverview) qui forment la région urbaine de Moncton, la ville de Moncton, la

seule à avoir des scores factoriels positifs et négatifs (résultats de l'analyse en composantes principales), a vu une concentration de sa population francophone au cours des 25 dernières années. Notons que la population anglophone est représentée par des scores négatifs, tandis que la population francophone est illustrée par des scores positifs. Cette concentration est justifiée par la moyenne des scores, qui est passée de valeurs négatives à des valeurs positives entre 1981 et 2006. Malgré cette concentration au cours des dernières années, celle-ci n'est pas comparable avec celle de la population francophone de la ville de Dieppe. Non seulement le ratio de francophones est supérieur dans cette ville, avec 70 % et plus, comparativement à 30 % et plus dans la ville de Moncton, mais sa moyenne des scores est aussi plus élevée au cours de la période d'étude.

De plus, comparativement à la population anglophone, le déplacement de la population francophone est de plus en plus vers le nord de la ville de Moncton et à tendance à se concentrer. D'ailleurs, nous avons pu constater que le centre de la ville de Moncton « attire » de plus en plus de francophones avec les années. Au lieu de se déplacer vers l'ouest de la ville, les habitants francophones de la ville de Moncton se sont concentrés de plus en plus au centre, en gardant toujours une forte présence dans l'est de la ville. Les villes de Riverview et Dieppe sont très monolingues. La partie de Moncton située près de chacune d'entre elles partage leurs caractéristiques linguistiques : français près de Dieppe et anglais près de Riverview. Mais, il est intéressant de noter qu'au centre, plus spécifiquement au nord de la ville de Moncton, section éloignée des deux villes monolingues, il y a aussi une concentration de la population francophone.



13 h – 13 h 30

# TERRITOIRES-RESSOURCES, MIGRATIONS ET MINORITÉS LINGUISTIQUES : LE CAS DE DEUX RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES CANADIENNES

Maurice Beaudin (Université de Moncton)

Éric Forgues (Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques)

Josée Guignard Noël (Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques)

## SOMMAIRE

### Contexte de l'étude

Au Canada comme ailleurs dans le monde, les ressources naturelles ont été à la base de la colonisation et du peuplement des régions. Les nouvelles technologies, la mondialisation et l'impact sur le capital-ressources qui a suivi ont contribué à mettre à rude épreuve ces économies régionales. C'est le cas pour l'espace à l'étude.

Le Nouveau-Brunswick est encore de nos jours considéré comme un espace en périphérie qui dépend de l'exploitation et de la transformation des ressources naturelles (Polèse et Shearmur, 2002). En effet, cette province a toutes les caractéristiques d'une région de ressources : elle dispose d'importants gisements de ressources naturelles qui se transposent dans une économie axée sur les industries productrices de biens; elle est quelque peu excentrée par rapport aux grands centres du pays; elle a une faible densité démographique, avec toutefois la présence de centres urbains régionaux offrant un éventail d'emplois dans le manufacturier, les services

dynamiques et les services publics; et, plus important encore pour notre étude, on y recense une forte présence des deux groupes linguistiques, anglophone et francophone. En fait, c'est sur cette dernière base que le Nouveau-Brunswick se veut le microcosme du Canada. Après tout, à l'image du Canada, ne s'agit-il pas de la seule province officiellement bilingue ?

La réalité économique et démo-linguistique du Nouveau-Brunswick est cependant plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. On y voit un net clivage nord-sud, avec des régions dites de ressource et des régions plutôt urbaines à économie mixte. Ajoutons à ce tableau les « régions de souche » pour la minorité acadienne et francophone. Le nord-ouest, ainsi que le littoral nord et est de la province concentre en effet la majeure partie des effectifs francophones de la province. C'est l'espace vécu des Acadiens depuis la déportation. Jusqu'à il n'y a pas si longtemps, il s'agissait des rares endroits à l'extérieur du Québec où le fait de parler

français et de vivre la culture française étaient au cœur de l'identité individuelle et collective.

Or, depuis quelques décennies, les régions du Nouveau-Brunswick, à fortiori celles axées sur l'exploitation des ressources, sont durement affectées par les flux migratoires qui grugent lentement mais sûrement les forces vives du milieu, en particulier les jeunes. Bien que les mouvements migratoires soient autant présents chez les Anglophones, ils ont une portée probablement plus grande chez la minorité francophone, depuis longtemps retranchée dans l'espace rural. L'effritement des «régions de souche» a réellement de quoi inquiéter (Beaudin et Forgues, 2006; Beaudin et Landry, 2003).

### **Objectifs et questions de recherche**

Quelle est l'ampleur des migrations pour chacun des deux groupes linguistiques dans la province ? De quelle manière chacun des groupes en est-il affecté ? Quels facteurs déterminent les flux migratoires ? Où vont ceux qui migrent ? D'où proviennent les migrants ?

Voilà autant de questionnements qui nous permettront dans un premier temps de bien saisir la dynamique migratoire dans chacune des régions du Nouveau-Brunswick, ainsi que pour l'un et l'autre des groupes linguistiques. Nous tenterons dans un deuxième temps d'évaluer les effets des flux migratoires sur la vitalité socioéconomique. Bref, notre étude cherche à répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les caractéristiques des régions au plan démographique, géographique et en ce qui a trait aux opportunités économiques ?
- Quelles régions gagnent et perdent au plan des migrations ?

- Quelle est l'intensité des flux et dans quelle mesure ils ont un impact sur les économies rurales et urbaines ?
- Quels sont les profils des migrants et comment se comparent-ils avec ceux des non-migrants ?
- Les Francophones et les Anglophones adoptent-ils des patterns différents en matière de migration ?

### **Méthodologie**

La communication repose sur une étude réalisée par l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) à partir des données du recensement de 2006. On y analyse les tendances migratoires des francophones et des anglophones dans les régions économiques du Nouveau-Brunswick pour la période intercensitaire de 2001 à 2006. Plus spécifiquement, on cherche à déterminer si les migrations en partance des régions de souche vers les pôles urbains du sud de la province entraînent des déséquilibres spatio-démographiques.

### **Résultats**

Au Nouveau-Brunswick, les francophones ont enregistré un solde migratoire interprovincial déficitaire de 2001 à 2006 : 9 085 migrants francophones sont sortis de la province, alors que 7 010 y ont migré, pour un déficit de 2 075 personnes. Les provinces de destination privilégiées par les migrants sortants francophones sont le Québec, l'Ontario, puis l'Alberta.

Par ailleurs, 7 050 personnes ont migré à l'intérieur des régions économiques de la province. Les données confirment qu'il y a une forte migration de la région économique de Campbellton-Miramichi vers celle de Moncton-

Richibucto. Campbellton-Miramichi est la région économique qui connaît la plus forte migration de sortants : 44 % de toute la migration infraprovinciale francophone (3 125 francophones) provient de cette région. Moncton-Richibucto est la région économique qui attire le plus de francophones, soit 3 735 francophones représentant 53 % de la migration infraprovinciale.

Du côté des migrants âgés de 20 à 29 ans, le solde migratoire dans la province est aussi négatif. Entre 2001 et 2006, 1 740 jeunes francophones ont migré vers la province et 3 470 ont quitté la province, une différence de 1 730 personnes. Il est à noter que les jeunes migrants représentent plus du tiers de la migration sortante totale (3 470 jeunes migrants par rapport à 9 085 migrants tous âges). Ils contribuent pour une part importante au déficit migratoire de la province, soit 83 % (1 730 chez les jeunes de 20 à 29 ans sur 2 075 de tous âges). Cela va dans le sens d'observations faites au sein d'autres études qui montrent que la migration diminue avec l'âge.

En ce qui concerne les caractéristiques des migrants et des non-migrants pour chaque région économique, les données montrent que lorsque ces migrants migrent vers des régions économiques où les francophones sont fortement minoritaires (Saint John - St. Stephen; Fredericton - Oromocto), ils parlent plus souvent le français à la maison ou au travail que les non-migrants. Dans ces deux mêmes régions, les migrants ont un revenu moyen supérieur aux non-migrants. En général, les migrants sont moins nombreux, en proportion, à avoir un faible revenu. Seuls les migrants de Moncton-Richibucto ont un taux de chômage légèrement supérieur aux non-migrants. Dans les autres régions, les migrants ont des taux inférieurs. Les migrants sont proportionnellement plus

nombreux à avoir un diplôme universitaire dans toutes les régions économiques.

### Éléments de discussion

Nos résultats nous amènent à nuancer l'ampleur de la migration vers l'ouest. S'il est vrai qu'une proportion des travailleurs et de leurs familles migrent vers l'ouest, nous pouvons penser qu'une partie assez importante de ces travailleurs conservent leur domicile dans leur région d'origine. Cependant, plus de la moitié (57,5 %) des migrants francophones migrent vers le Québec.

Par ailleurs, les données sur les caractéristiques des migrants permettent de comparer les migrants par rapport aux non-migrants des régions économiques de destination. Des recherches futures permettraient de comparer les caractéristiques des migrants par rapport à leur région d'origine, afin de voir s'ils améliorent leur situation économique ou linguistique par rapport à la population des régions qu'ils ont quittées.

Enfin, des recherches plus qualitatives permettraient de sonder les motivations et d'approfondir l'expérience des migrants francophones, notamment l'impact de la migration sur leurs pratiques linguistiques.

### Références

Beaudin, Maurice et Éric Forgues (2006). « La migration des jeunes francophones en milieu rural : considérations socioéconomiques et démolinguistiques », *Francophonies d'Amérique*, no. 22, p. 1-23.

Beaudin, Maurice et Rodrigue Landry (2003). « L'attrait urbain : Un défi pour les minorités francophones au Canada », dans *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, février 2003, pp. 19-22.

Polèse, Mario et Richard Shearmur (dir.) (2002), *La Périphérie face à l'économie du savoir*. Montréal, Institut National de la Recherche Scientifique, 237 p.

# PROFIL, PERCEPTIONS ET ATTENTES DES JEUNES MIGRANTS ET NON-MIGRANTS DE LA PÉNINSULE ACADIENNE

Maurice Beaudin (Université de Moncton)

## SOMMAIRE

La communication vise à présenter les résultats d'une étude réalisée en 2006-2007 auprès des jeunes de la Péninsule acadienne au Nouveau-Brunswick. Une vaste consultation fut alors entreprise sous forme de sondage auprès des jeunes migrants et non-migrants de la région âgés entre 20 et 34 ans. Au moins 935 jeunes, presque autant migrants que non-migrants, ont bien voulu participer à l'exercice qui visait avant tout à cerner leurs attentes et leurs perceptions vis-à-vis leur milieu, le marché du travail, ainsi que leurs motivations en matière de migration.

Outre le profil comparatif des migrants et des non-migrants, le sondage a permis de connaître divers aspects en rapport avec la migration, entre autres : le lieu de résidence ou d'accueil, ainsi que la durée de la migration; leur domaine et niveau de formation; leur capacité de communiquer dans les deux langues officielles; le type d'occupation, leur revenus, leur domaine de formation, leur niveau de scolarisation, ainsi que leur satisfaction vis-à-vis le travail; leurs perceptions et attentes envers la Péninsule acadienne; les motifs de départ des migrants; l'intérêt de revenir s'établir dans la Péninsule acadienne; les stratégies à développer pour inciter les jeunes à venir vivre dans la région; les

raisons évoquées pour un non retour ou un départ éventuel, etc.

Les informations recueillies sont uniques et permettent de mieux appréhender le phénomène migratoire chez les jeunes francophones en milieu rural au Nouveau-Brunswick. Les données permettent également d'établir des comparaisons avec d'autres études sur les migrants francophones minoritaires (Beaudin et Forgues, 2005, 2008) ou simplement les jeunes en milieu rural (LeBlanc et Molgat, 2004 ; Gauthier et al., 2003 ; Fréchette et Assogba, 2004; Dupuy et al., 2000 ; Rothwell et al., 2002 ; Audas et McDonald, 2004).

En plus de présenter un profil jusque-là inédit, l'étude offre des pistes pour évaluer les risques d'assimilation que courent les jeunes migrants. Elle permet enfin d'appréhender les effets des migrations sur la vitalité des groupements francophones dans les régions rurales et périphériques.

On y apprend, entre autres : que les jeunes non-migrants de la Péninsule qui ont déjà quitté la région et qui sont de retour sont passablement plus instruits que la moyenne; que rejoindre la famille ou les proches est le principal motif de

retour ou de venue de la part des non-migrants qui ont effectué un retour dans la région; que la recherche d'une bonne qualité de vie, le désir d'y élever ses enfants, le travail, la nature, ainsi que le prix abordable des logements font également partie des principaux motifs d'attrait ou de retour dans la région. Le sondage indique assez clairement que le fait d'avoir vécu à l'extérieur pour un certain temps procure des avantages au plan économique.

Chez les non-migrants, il y a des différences d'intérêt à la région selon que l'on soit sédentaire (n'ayant jamais quitté la région), de retour ou non-originaire. Curieusement, ce sont les non-sédentaires qui démontrent le plus d'intérêt à la région, surtout ceux qui ne sont pas originaires de la Péninsule. Autre aspect intéressant du sondage, environ 60 % des jeunes non-migrants étaient d'accord pour dire que la région avait évolué favorablement au cours des dernières années, une opinion surtout partagée

par les jeunes non-originaires de la Péninsule. Enfin, le sondage nous apprend que la moitié ou plus de ceux ayant quitté la Péninsule acadienne demeuraient à l'extérieur de la province du Nouveau-Brunswick, un constat surprenant lorsqu'on sait que trois quarts des migrants francophones du nord du Nouveau-Brunswick optent pour le sud de la province, en particulier le sud-est. Nous présumons que les premiers flux (première destination des migrants de la Péninsule) soient suivis, par après, de départs vers les autres provinces. Cela est plausible dans la mesure où les migrants des régions rurales optent généralement pour une région urbaine de proximité, dans leur province, afin de poursuivre leurs études ou de bâtir une certaine expérience, notamment en matière de travail, pour repartir ensuite vers des horizons plus prometteurs au plan carrière. Voilà quelques pistes de réflexion et bien d'autres que suggèrent les résultats de l'enquête.

# MIGRATION URBAINE-RURALE : UNE ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE COMPARATIVE DU PROFIL DES ÉMIGRANTS DES RÉGIONS ACADIENNES

Pierre-Marcel Desjardins (Université de Moncton)

## SOMMAIRE

L'étude a deux objectifs. Ciblants les quinze comtés du Nouveau-Brunswick, nous tentons premièrement de voir quel fut l'impact de la migration canadienne sur la démographie des comtés. Dans un deuxième temps, nous analysons les caractéristiques des émigrants ayant quitté les quinze comtés du Nouveau-Brunswick entre 2001-2006 pour aménager dans une autre division de recensement du pays.

On constate qu'entre 1996 et 2001, cinq comtés ont connu une mobilité nette positive : plus de gens ont aménagé dans la division de recensement (qui correspond au comté) que de gens l'ont quitté. Entre 2001 et 2006, le nombre de comtés avec une migration interne positive était tombé à quatre. La majorité de ces comtés sont des régions urbaines du sud de la province. L'analyse des entrées et des sorties est toutefois révélatrice. Règle générale, les comtés urbains perdent un pourcentage plus élevé de leur population que les comtés plus ruraux. On n'assiste donc pas à un « exode » des régions rurales où ces régions perdraient une part importante de leur population. Le défi pour les régions rurales se retrouve plutôt au chapitre de l'attraction de nouveaux venus. C'est à ce niveau

que la performance des régions rurales est moins bonne que celle des régions urbaines. Au risque de trop caricaturer, le problème n'est pas que les « régions rurales perdent une portion significative de leur population, mais plutôt que les régions rurales n'attirent pas beaucoup de nouveaux arrivés. » Ce résultat est très important pour les politiques publiques. C'est au niveau de l'attraction, plutôt qu'au niveau de la rétention, que les politiques publiques devraient se concentrer.

Par la suite, nous analysons le profil des individus ayant quitté la division de recensement (comté) pour aménager dans une autre division de recensement du pays entre 2001 et 2006. Nous comparons ces profils avec les profils de la population « restante ».

L'analyse des caractéristiques des migrants révèle premièrement que pour certains comtés, relativement plus d'hommes quittent, alors que pour d'autres, on retrouve relativement plus de femmes qui quittent. Aucune tendance nette ne ressort donc de l'analyse au niveau du sexe des « sortants ».

La catégorie d'âge entre 20 et 39 représente la vaste majorité des émigrants. Les régions rurales voient un peu plus de jeunes quitter, mais la tendance n'est pas généralisée. N'empêche que, en ce qui a trait au vieillissement de la population, le flux de jeunes qui quittent a plus d'impact sur la structure démographique des régions rurales qu'urbaines. Le phénomène contribue donc plus au vieillissement des régions rurales que des régions urbaines de la province du Nouveau-Brunswick.

Les émigrants ont tendance à être mieux formés que la population restante, suggérant un possible « exode des cerveaux ». Les personnes n'ayant aucun diplôme ont moins tendances à migrer, alors que c'est l'inverse pour les personnes mieux formées. La tendance n'est pas systématiquement défavorable aux régions rurales. Toutefois, il est probable que l'immigration (surtout nationale, mais également internationale) compense le phénomène dans les régions urbaines alors que le faible niveau d'immigrants dans les régions rurales amplifie le phénomène.

Les émigrants ont, en général, un revenu moyen supérieur au revenu moyen des personnes restant dans la division de recensement d'origine. Ceci laisse croire que l'émigration

pourrait avoir comme objectif une amélioration du revenu. C'est donc dire que les données suggèrent qu'un nombre important d'individus pourraient déménager pour améliorer leur niveau de vie. Les statistiques du marché du travail, que ce soit le taux d'activité ou le taux de chômage, renforcent cette conclusion.

Finalement, les individus ayant effectué des études postsecondaires à l'extérieur de la province ont plus tendance à émigrer que les personnes ayant effectué leurs études postsecondaires au Nouveau-Brunswick.

Notre analyse a de nombreuses limites. Elle serait plus riche si nous avions pu comparer les caractéristiques des personnes ayant quitté entre 2001 et 2006 avec les caractéristiques des personnes ayant déménagé dans les quinze comtés de la province. L'obtention de ces données pourrait permettre une prochaine étude plus complète. L'ajout des caractéristiques des émigrants internationaux serait également intéressant, bien que comme ces personnes n'ont pas rempli le recensement de 2006 (puisqu'elles n'étaient plus au pays), ces données ne sont pas disponibles.

## TABLE RONDE

# LE POINT DE VUE DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES

**Anne Hébert (CÉNB – RDÉE)**

**Roger Robichaud, sous-ministre adjoint (Entreprise Nouveau-Brunswick)**

**Denis Caron, président (Société de développement régional)**



**Anne Hébert**  
Conseil économique du N.-B.  
RDÉE

**Anne Hébert** est la première femme directrice générale du Conseil économique du Nouveau-Brunswick Inc. (CÉNB), poste qu'elle occupe depuis 2006. Avant d'accepter le poste de direction, Anne occupait le poste d'analyste des politiques depuis 1999. Bachelière en psychologie de l'Université de Moncton, Anne possède également un baccalauréat en droit et une maîtrise en administration des affaires de la même institution. Femme d'affaires très impliquée dans le milieu économique francophone de la province, elle siège à plusieurs groupes de travail à caractère économique et défend judicieusement la communauté d'affaires francophone.



**Roger Robichaud**  
Entreprises N.-B.

**Roger Robichaud** a été le directeur exécutif d'Entreprise Péninsule pendant plusieurs années avant d'accepter, en 2005, le poste de directeur à la Société de développement régional à Tracadie-Sheila. Il était alors responsable des trois Fonds de développement économique régionaux du Nord de la province. Le 14 décembre 2009, il fut nommé sous-ministre adjoint pour le développement du Nord chez Entreprises Nouveau-Brunswick situé à Bathurst. Son mandat est principalement de mettre en place une équipe dévouée au développement économique pour le Nord de la province ainsi de s'assurer de l'avancement du secteur industriel et manufacturier.



**Denis Caron**  
Société de développement  
régional

**Denis D. Caron** est détenteur d'un diplôme en administration des affaires de l'Université de Moncton. Il a d'abord été administrateur municipal à Campbellton pour ensuite accepter le poste de directeur/administrateur municipal de la ville de Riverview. En 1988, il fait ses débuts au gouvernement provincial auprès du ministère du Commerce et de la Technologie. En 1994, il accepte un poste de détaché auprès du bureau de district de l'APECA à Bathurst. En 1997, à l'âge de 35 ans, il est nommé sous-ministre adjoint à Entreprises Nouveau-Brunswick. En 2004, Denis accède à un poste de sous-ministre adjoint au ministère des Affaires intergouvernementales. En janvier 2008, il est nommé vice-président au Développement et aux Initiatives spéciales à la Société de développement régional pour ensuite être nommé président de la Corporation en septembre 2009.



15 h 15 – 15 h 45

## CONFÉRENCE DE CLÔTURE

# MOBILITÉ, SENS DES LIEUX ET VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES

Anne Gilbert (Université d'Ottawa)

### SOMMAIRE

L'expérience géographique des minorités doit être pensée en termes de mobilité. Plus encore que pour les majorités, en raison des défis que comporte le vécu en milieu minoritaire, la survie des minorités repose sur un mode d'habiter qui implique diverses formes de mobilité. Cette thèse constitue le point de départ de notre réflexion. Tout un ensemble de transformations – rassemblées sous la notion de mobilité – a fini par dépouiller de sa pertinence l'image de communautés francophones fondées sur l'enracinement dans un milieu donné pour la remplacer par celle d'un espace francophone caractérisé par le mouvement et les flux. Cette mobilité a des conséquences sur la façon dont les différents lieux sont pratiqués et investis de sens par les membres de la minorité (Stock, 2006). Faisant le lien entre ces lieux, la mobilité crée de nouveaux types d'espaces francophones, au plan réel et symbolique. Elle vient ainsi remettre en question nos cadres usuels d'analyse de la vitalité de ses points d'ancrage territoriaux que sont les communautés.

Jusqu'à quel point quitte-t-on réellement les communautés où l'on a grandi, où l'on a vécu plusieurs années de notre vie adulte ? Les retours qu'on y fait, même sporadiques, participent à leur développement autant que les relations qu'on y entretient à distance. Et ces communautés font partie intégrante du rapport que l'on établit avec son nouveau milieu de vie, qui bénéficie ainsi d'un capital territorial plus riche.

En résumé, le point de vue de la mobilité permet de mettre au défi la vision d'une relation étroite, voire exclusive, entre les résidents d'une communauté donnée et les institutions locales et régionales à la base de notre façon de voir la vitalité communautaire. La proposition d'un archipel francophone de Louder et Waddell, actualisée pour rendre compte des populations changeantes des composantes de l'archipel au gré d'une mobilité accrue, offre à cet effet une piste intéressante.

15 h 45 – 16 h 15

DISCUSSION

## QUELLE SUITE AU PROJET *PETITS DÉRANGEMENTS* ?

Animée par Éric Forgues (Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques)

---

16 h 15 – 16 h 30

## MOT DE LA FIN

Joël Belliveau (Université Laurentienne)

---

## NOS CONFÉRENCIERS ET CONFÉRENCIÈRES

### BANCROFT, Xaand



Xaand Bancroft  
Santé Canada

**Xaand Bancroft** est détentrice de deux baccalauréats en sciences de l'Université de Guelph; un en psychologie et l'autre en zoologie. Elle a obtenu sa maîtrise en études de l'environnement de l'Université de Moncton. Sa thèse portait sur les choix de migration des francophones originaires des comtés ruraux du nord du Nouveau-Brunswick qui se déplaçaient vers le territoire urbain de Moncton-Dieppe. Depuis 2008, elle travaille pour Santé Canada dans la section des services de santé non assurés pour les Premières nations et les Inuits. Présentement, elle participe à une étude qui évalue l'impact de l'ajout du fluorure aux réserves d'eau de certaines communautés. En septembre 2010, elle commencera le programme de Certificat d'études supérieures en Évaluation et gestion du risque en santé des populations offert par l'Université d'Ottawa, tout en demeurant à son poste à Santé Canada.

### BEAUDIN, Maurice



Maurice Beaudin  
Université de Moncton

**Maurice Beaudin** est professeur d'économie et de géographie à l'Université de Moncton, campus de Shippagan. Il a auparavant été chercheur et directeur-adjoint de l'Institut canadien de recherche sur le développement régional à Moncton. M. Beaudin a publié de nombreux travaux, notamment sur le développement économique régional, sur la vitalité des groupes et régions francophones au Canada, ainsi que sur la dynamique de l'emploi et des marchés du travail. Il a participé au sein de divers groupes et comités de travail concernant ces domaines d'intérêt, tant au plan régional que national.

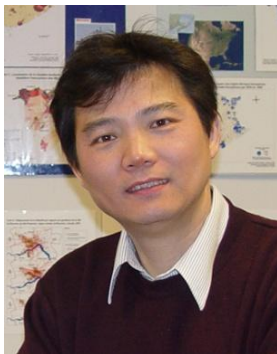
### BELLIVEAU, Joel



Joël Belliveau  
Université Laurentienne

**Joel Belliveau** est professeur adjoint au département d'histoire de l'Université Laurentienne, à Sudbury. Il s'intéresse prioritairement au nationalisme, aux mouvements sociaux et à la jeunesse au sein des minorités nationales au Canada, thèmes sur lesquels il a publié des articles dans *Recherches sociographiques*, la *Revue canadienne des études sur le nationalisme* et dans des ouvrages universitaires collectifs. Détenteur d'un doctorat en histoire de l'Université de Montréal (2008), il est aussi diplômé en sciences politiques de l'Université de Moncton (B.A.) et de l'Institut d'études politiques de Strasbourg (D.E.A.). Il a dirigé le groupe de recherche *Petits dérangements* de l'automne 2007 à l'automne 2009.

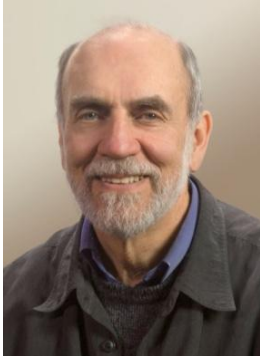
### CAO, Huhua



Huhua Cao  
Université d'Ottawa

**Huhua Cao**, professeur en géographie de l'Université d'Ottawa, est actif dans différents programmes de recherche, portant principalement sur le développement des minorités régionales selon deux axes : 1) *Minorités ethniques, Mobilité et Urbanisation*; 2) *Disparités régionales et Accessibilité aux services sociaux*. Ses recherches reposent très largement sur l'utilisation des méthodes géostatistiques et des systèmes d'information géographique appliquées à deux terrains essentiels : les communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM) des Acadiens au Nouveau-Brunswick et dans les régions minoritaires en Chine.

### CHOUINARD, Omer



Omer Chouinard  
Université de Moncton

**Omer Chouinard** œuvre depuis plus de 30 ans à l'engagement communautaire, à la gestion des ressources naturelles, à la sensibilisation et à l'éducation à l'environnement ainsi qu'à la construction des capacités communautaires en vue de la prise en charge de leur milieu. Ses recherches actuelles dans le milieu portent sur l'économie sociale, la coopération et le développement local durable et viable, sur la gestion communautaire des bassins versants au N.-B., la gestion intégrée des zones côtières, l'adaptation au changement climatique dans le Golfe du Saint-Laurent et dans des pays comme le Burkina Faso, la migration des populations des communautés rurales vers les milieux urbains. Il a été professeur invité à l'Université Versailles St-Quentin en Yvelines (UVSQ), à l'Université de Rennes 2, à l'Université de Poitiers, à l'Université de Quesqueya en Haïti et à l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso.

### DESJARDINS, Pierre-Marcel



Pierre-Marcel Desjardins  
Université de Moncton

**Pierre-Marcel Desjardins** enseigne l'économie à l'Université de Moncton depuis 1990 où il est professeur titulaire. Il est également chercheur associé à l'Institut canadien de recherche en politiques et administrations publiques. De 2003 à 2005, il occupa le poste de directeur associé de l'Institut canadien de recherche sur le développement régional et de 1996 à 2001, il fut titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en études coopératives. Détenteur d'un Ph.D. en économie de la University of Texas (Austin), il a obtenu son baccalauréat et sa maîtrise en science économique à l'Université de Moncton. Sa thèse de doctorat portait sur l'impact régional de la libéralisation des échanges. Ses recherches actuelles portent sur le développement économique régional et rural, les politiques publiques et le commerce. Il agit en tant qu'expert pour des études reliées au développement économique pour les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick, ainsi que pour les Nations Unies.

### FORGUES, Éric



Éric Forgues  
Institut canadien de recherche sur les  
minorités linguistiques

Éric Forgues a obtenu son doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Depuis 1998, il mène des recherches à l'Université de Moncton sur le développement communautaire et l'économie sociale, ainsi que le développement régional et durable. Il a enseigné à l'Université de Moncton en sociologie et en études environnementales. Depuis 2003, il est directeur adjoint et chercheur à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Ses travaux portent sur le développement des communautés en contexte minoritaire et le rôle que jouent la gouvernance, le capital social et les capacités communautaires dans les initiatives visant leur développement. D'autres travaux portent sur la migration, les disparités de revenu, le modèle de prise en charge des besoins en santé des communautés en contexte minoritaire.

### GALLANT, Nicole



Nicole Gallant  
INRS, Urbanisation Culture et Société

Nicole Gallant détient un Doctorat en science politique de l'Université Laval (2002). Elle est professeure-chercheure agrégée à l'INRS *Urbanisation Culture Société*, après avoir été professeure au Département de science politique de l'Université de Moncton pendant 5 ans. Depuis juin 2010, elle est directrice de l'*Observatoire Jeunes et société*, basé à l'INRS. Ses recherches portent sur les minorités ethnoculturelles (Acadiens, fransaskois, autochtones, immigrants) et sur les jeunes. Ses principaux champs d'intérêt sont, d'une part, les identités ethnoculturelles et linguistiques, et, d'autre part, les réseaux sociaux, notamment sur Internet. Ses travaux sont parus dans divers ouvrages, ainsi que dans des revues comme *Politique et société* et *Études ethniques au Canada/Canadian Ethnic Studies*.

### GILBERT, Anne



Anne Gilbert  
Université d'Ottawa

**Anne Gilbert** occupe un poste de titulaire au département de géographie de l'Université d'Ottawa, tout en assumant la direction du Centre de recherche en civilisation canadienne-française. On lui doit deux ouvrages récents sur la francophonie canadienne : préparé sous sa direction, *Territoires francophones* rassemble différentes études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada (Septentrion, 2010) alors que *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada*, dirigé conjointement avec Joseph Yvon Thériault et Linda Cardinal, porte sur les nouveaux enjeux de leur développement (Fides, 2008). Ses travaux actuels portent sur les effets de la frontière sur l'espace de la vie quotidienne dans la région d'Ottawa-Gatineau.

### GUIGNARD NOËL, Josée



Josée Guignard Noël  
Institut canadien de recherche sur les  
minorités linguistiques

**Josée Guignard Noël** s'est jointe à l'équipe de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques en mai 2007. Elle a complété un baccalauréat en Arts avec une majeure en géographie et une mineure en histoire. Elle détient aussi une maîtrise en études de l'environnement à l'Université de Moncton. Sa thèse portait sur le rôle des réseaux sociaux des migrants francophones du Nord du Nouveau-Brunswick sur la vitalité ethnolinguistique du territoire urbain de Moncton-Dieppe. Elle participe à de nombreux projets de l'ICRML notamment sur la migration et la santé des francophones en situation minoritaire.

### LEBLANC, Patrice



Patrice LeBlanc  
Université du Québec en Abitibi-  
Témiscamingue

**Patrice LeBlanc** est détenteur d'un doctorat en sociologie et professeur au département des Sciences du développement humain et social de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et directeur de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. Ses travaux de recherches portent principalement sur le développement des villages ruraux québécois et canadiens, sur la migration interne des jeunes Québécois (notamment ruraux et autochtones) ainsi que sur les entreprises d'économie sociale et les coopératives comme modèles de développement des territoires.

### PARENT, Jean-François



Jean-François Parent  
Université d'Ottawa

**Jean-François Parent** est né à Hawkesbury, en Ontario. Entamant sa première année d'études au cycle supérieur en vue de l'obtention du grade Maîtrise ès Arts, il étudie présentement au Département de Géographie, à la Faculté des Arts de l'Université d'Ottawa. Jean-François vient tout juste de compléter en 2009 son Baccalauréat Spécialisé approfondi en Histoire avec mineure en Géographie, en plus d'avoir complété avec succès une année de perfectionnement entre 2009 et 2010 dans le même domaine. Ses intérêts de recherches et passions académiques comprennent à la fois des sujets aussi variés que l'Histoire Antique, l'Histoire canadienne et internationale, les minorités linguistiques, les dynamiques sociétales, l'urbanisation, la francophonie, etc.



### PILOTE, Annie



Annie Pilote  
Université Laval

**Annie Pilote** est sociologue de l'éducation et professeure adjointe au Département des fondements et pratiques en éducation à l'Université Laval. Elle est chercheure à l'Observatoire Jeunes et Société et au Centre de recherche et d'intervention sur l'éducation et la vie au travail. Elle s'intéresse aux parcours éducatifs, à la mobilité géographique et à la construction de l'identité chez les jeunes. Elle mène présentement des recherches comparatives portant sur les jeunes francophones et anglophones en situation minoritaire au Canada.

### ROY, Vincent



Vincent Roy  
Statistique Canada

**Vincent Roy**, acadien de souche, est analyste du programme des centres de données de recherche (CDR) de Statistique Canada depuis 2007. Il a obtenu son diplôme du programme B.A. B.ED. de l'Université de Moncton en 2005 et complété une maîtrise en géographie à l'Université d'Ottawa en 2008 qui portait sur le rôle géographique des institutions scolaires de langue française dans la communauté minoritaire française de Moncton. Cette étude a fait partie d'un projet de recherche du CRSH « Dynamique de l'espace francophone intra-urbain et vitalité communautaire : le cas de la région urbaine bilingue de Moncton ». Ce projet de recherche n'est pas le premier auquel Vincent a participé. Il a d'ailleurs travaillé sur deux autres projets : « Localisation des services de garde à l'enfance et de leurs usagers dans une agglomération biculturelle » et « Répartition spatiale des immigrants chinois dans les centres urbains au Canada ».

### TRASNEL, Christophe



Christophe Traisnel  
Université de Moncton

**Christophe Traisnel** est professeur de science politique à l'Université de Moncton et diplômé des universités de Montréal (Ph.D. Science Politique), Paris II (D. Science politique) et Lille II (M. droit et Science Politique). Il a récemment publié avec Pascale Dufour « Nationalism and Protest: the Sovereignist Movement in Quebec » dans *The Politics of Contestation* (Myriam Smith ed, Broadview Press). Il poursuit ses travaux sur les francophonies minoritaires après avoir consacré sa thèse à l'analyse comparative du nationalisme de contestation en Belgique et au Canada. Ses recherches actuelles portent notamment sur le thème de la diversité culturelle dans le discours du mouvement acadien et sur les « francophonies boréales » (Nunavut, Yukon, Territoires du Nord Ouest). Il est également l'auteur des ouvrages *Le français en partage*, aux éditions Timée et *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement*, aux éditions LGDJ - Panthéon-Assas.

### VIOLETTE, Isabelle



Isabelle Violette  
Université de Moncton et Université  
François-Rabelais

**Isabelle Violette** termine une thèse de doctorat en sociolinguistique à l'Université de Moncton en cotutelle avec l'Université François-Rabelais de Tours (France) qui examine les transformations du milieu minoritaire acadien du Nouveau-Brunswick à partir de l'immigration francophone et les conséquences de celles-ci dans la construction d'idéologies et de représentations linguistiques. Ses travaux de recherche portent également sur les représentations de la diversité dans les discours identitaires en Acadie du Nouveau-Brunswick ainsi que sur les questions épistémologiques que soulève la construction des savoirs minoritaires. Depuis 2006, elle est chargée de cours au département d'études françaises et de sociologie de l'Université de Moncton.

# Un merci spécial à nos partenaires



**ICRML**  
Institut canadien  
de recherche  
sur les minorités  
linguistiques

**CIRLM**  
Canadian Institute  
for Research  
on Linguistic  
Minorities



**ICRPAP**  
Institut canadien de recherche en politiques  
et administration publiques  
Université de Moncton

**CIRPPPA**  
Canadian Institute for Research on Public Policy  
and Public Administration



New  
**Brunswick**  
Nouveau  
Brunswick



**RDEE**  
Nouveau-Brunswick